

FRISBY, WENDY

Université de la Colombie Britannique

L. Thibault

Subvention de développement Savoir-Bourse de RT 2006

Combattre l'exclusion sociale dans le sport et les loisirs par l'élaboration de politiques participatives

Résumé du projet

La présente étude avait pour objet de déterminer comment les expériences en matière d'activité physique des nouvelles immigrantes d'origine chinoise vivant à Vancouver peuvent orienter l'élaboration des politiques de sport et de loisirs aux échelons local, provincial et national au Canada, et ce, en vue d'accroître leur participation. La population d'origine chinoise constitue le plus grand groupe des « minorités visibles » au Canada. Pourtant, on ne sait pas grand-chose sur le rôle que jouent les activités physiques pratiquées dans les centres communautaires locaux dans l'établissement de cette population dans son nouveau pays. S'il y a de nombreuses et importantes initiatives en matière de sport et d'activité physique qui ciblent les enfants et les jeunes, on se préoccupe beaucoup moins des adultes et des immigrants, ce qui est surprenant compte tenu des taux d'immigration, du vieillissement de la population canadienne et des coûts connexes pour le système de soins de santé. Notre recherche portait essentiellement sur les femmes parce que leur taux de participation au sport et aux activités physiques est plus faible que celui des hommes et que notre recherche précédente avait démontré que les femmes veulent être des modèles positifs pour leurs enfants, qu'elles recherchent les bienfaits que le sport et l'activité physique peuvent apporter à leur santé, et qu'elles ont une influence majeure sur les décisions relatives à la pratique du sport dans leur famille (Frisby, Reid et Ponice, 2007).

Méthodes de recherche

Les différentes stratégies de collecte de données qui ont été utilisées sont notamment les suivantes :

- analyse des documents portant sur le multiculturalisme et la participation au sport et aux activités physiques;
- entrevues avec des immigrantes d'origine chinoise en mandarin, en cantonais ou en anglais (n=50); entrevues avec des décideurs aux échelons local, provincial et fédéral (n=36) et des employés d'un centre de services aux immigrants (n=5).

De plus, nous avons organisé un atelier de deux jours qui réunissaient les immigrantes, les décideurs, les agents d'immigration et les chercheurs pour qu'ils puissent examiner les constatations et déterminer les mesures requises, dont on continue de faire le suivi grâce à des communications constantes par courriel avec les participants à l'étude.

Résultats de recherche

Notre analyse révèle que la participation au sport et à des activités physiques communautaires joue un rôle important puisqu'elle aide les immigrantes d'origine chinoise à s'établir. Bien que bon nombre d'entre elles aient exprimé un intérêt pour la poursuite des activités qu'elles pratiquaient dans leur pays

natal, les participantes se disaient aussi intéressées à mieux connaître les « activités canadiennes » pour améliorer leur condition physique, lutter contre le stress et l'isolement social, être de bons modèles pour leurs enfants et s'adapter à leur nouveau pays. Or, la plupart ne reçoivent pas d'information sur les possibilités qui s'offrent à elles.

Même si un Canadien sur cinq est né à l'extérieur du pays (Statistique Canada, 2008) et que nous avons pu trouver des politiques d'équité en matière de sport et de loisirs qui visent les filles et les femmes, les personnes handicapées, les personnes à faible revenu et les Autochtones, il nous a été impossible de trouver des politiques liées au multiculturalisme et au sport ou à l'activité physique. Cela confirme les constatations d'une étude antérieure réalisée par Donnelly et Nakamura (2006). Les décideurs au niveau local, provincial et fédéral voyaient le multiculturalisme comme un secteur important, mais ils étaient perplexes quant à la façon de procéder pour élaborer des politiques, en raison de la nature complexe de ce dossier. Les administrations gouvernementales qui créent des divisions dans la façon dont les programmes de sport, d'activité physique et de loisirs sont définis, dotés de ressources et mis en œuvre sont un facteur parmi d'autres de cette complexité.

Une autre constatation générale qui se dégage de l'étude, c'est que le sport et l'activité physique ne sont pas considérés comme une priorité par les agents d'immigration parce que l'accent est mis sur le logement et l'emploi, même si certains d'entre eux ont de l'expérience dans les domaines de la santé, des services communautaires et de l'éducation du public. Pourtant, les agents d'immigration considèrent que le développement de partenariats avec les centres communautaires locaux en vue de promouvoir les programmes de sport et d'activité physique pourrait avoir des effets bénéfiques pour leurs clients sur le plan de la santé, et ils se sont dits intéressés à participer aux futures discussions sur le sujet.

Plusieurs idées pour favoriser l'inclusion ont été proposées lors de l'atelier qui réunissait les néo-Canadiennes, les décideurs du domaine du sport et des loisirs, les agents d'immigration et les chercheurs. Voici quelques-unes des idées proposées : laissez-passer gratuits valables au cours de la première année suivant l'immigration (et au cours des années subséquentes pour les immigrantes à faible revenu); partenariats avec les services d'immigration; visite des installations et séances d'information gratuites; services de garde d'enfants; communications multilingues; information sur les « sports au Canada » dans le cadre des programmes pour les familles.

Répercussions sur les politiques

Les résultats de cette étude contribuent directement à l'objectif de la Politique canadienne du sport, qui a été adoptée par les provinces, c'est-à-dire accroître l'accès au sport et l'équité dans le sport pour les groupes sous-représentés, y compris les minorités visibles. Ils servent aussi à éclairer les politiques d'accès aux loisirs des services de loisirs et des centres communautaires des municipalités canadiennes.

Nous préparons un guide sur le multiculturalisme, le sport et l'activité physique afin de partager les connaissances acquises dans le cadre de l'étude, et nous prévoyons le diffuser par le biais du Leisure Information Network (LIN). Notre intention n'est pas d'offrir une « recette » pour l'élaboration de politiques qui pourrait servir dans d'autres communautés, parce que les besoins et les intérêts diffèrent au sein d'un même groupe culturel et entre ceux-ci. Nous entendons plutôt mettre l'accent sur un processus qui suppose des partenariats et l'engagement des citoyens, et que différents groupes,

personnes et organismes peuvent adapter pour tenir compte de leur situation particulière et répondre à leurs propres besoins.

Prochaines étapes

Des études semblables sont nécessaires pour déterminer si les constatations peuvent s'appliquer à d'autres immigrants chinois et aux immigrants d'autres groupes culturels. D'autres recherches concernant les groupes culturels, qui examinent les liens entre le genre, l'âge, la classe sociale, la déficience, la sexualité, etc., nous permettront d'approfondir notre compréhension de l'importance du sport et de l'activité physique dans leur vie, des obstacles qu'ils affrontent et de la différence, s'il y en a, entre le sport et l'activité physique pour ces groupes.

Il faudrait aussi effectuer des recherches sur l'élaboration de politiques et de programmes en matière de sport et de loisirs à l'échelon local, provincial et fédéral qui peuvent renforcer la capacité de faciliter l'inclusion des néo-Canadiens et accroître leur taux de participation (y compris celui des adultes), afin qu'ils profitent des mêmes avantages que les autres citoyens. De plus, les futures recherches devraient s'intéresser à ce qui se fait ailleurs dans le monde en matière de politiques de multiculturalisme, de sport et d'activité physique ainsi qu'aux cas de réussite qui pourraient guider les nouvelles initiatives au Canada.

Principaux intervenants et avantages

- Sport Canada et les organismes provinciaux affiliés
- L'Association canadienne des parcs et loisirs et les organismes provinciaux affiliés
- Les organismes, équipes, ligues et clubs locaux de sport
- Les centres communautaires locaux des municipalités
- Les organismes de sport sans but lucratif (p. ex. YWCA, YMCA)
- Les services d'immigration et les organismes de services sociaux
- Les autorités locales en matière de santé